

# **Turquie-Allemagne : Le nouveau gouvernement allemand n'est pas complètement hostile à la candidature de la Turquie à l'UE.**

jeudi 29 octobre 2009, par [Johannes Bauer](#)

**Cela peut surprendre, mais formellement le nouveau gouvernement de la République Fédérale ne se déclare pas hostile à la perspective d'une adhésion de la Turquie à l'Union européenne (UE). C'est, en tout cas, ce qui ressort de la lecture du traité qui doit servir de base programmatique à la nouvelle coalition gouvernementale allemande. Présenté, samedi 24 octobre, après trois semaines de négociations entre les partis chrétien-démocrates (CDU/CSU) et le parti libéral, vainqueurs des élections fédérales du 27 septembre dernier, ce traité de coalition définit les grandes lignes de l'agenda gouvernemental. Sans avoir une réelle valeur juridique, l'usage veut que ce programme soit minutieusement respecté par les partenaires d'une coalition en Allemagne. Ainsi, au vu de ce document, la position que la République fédérale prendra par rapport à la question turque, pendant les quatre années de la législature à venir, peut d'ors et déjà être cernée.**

Concernant le processus d'adhésion de la Turquie, le traité de coalition présenté par les partis chrétien-démocrates (CDU/CSU) et le parti libéral (FDP) reprend pour l'essentiel les mêmes formulations que celles qui se trouvaient dans le traité de coalition du gouvernement précédent. Formé par la CDU/CSU, hostile à l'adhésion de la Turquie, et le parti social-démocrate (SPD), qui y est favorable, le gouvernement sortant avait une position ambiguë, soulignant à la fois que le but des négociations d'adhésion avec la Turquie était son adhésion, et le fait que l'issue de ces négociations restait malgré tout ouverte, pouvant éventuellement déboucher sur un partenariat privilégié plutôt que sur un statut de membre à part entière. En fait, on remarque que les passages du traité de coalition du gouvernement sortant ont été repris, mot pour mot, par la nouvelle coalition entre la CDU/CSU et le FDP. La position, certes peu claire, mais en tout cas pas non plus totalement négative, suivie par l'ancien gouvernement, sera donc aussi celle de son successeur. L'Allemagne continuera ainsi à ne pas avoir de position très arrêtée sur la candidature turque, ce qui, dans le contexte européen, équivaut souvent à un consentement implicite.

Le maintien de cette position allemande attentiste sur la question turque est incontestablement l'œuvre du partenaire d'appoint des partis chrétiens-démocrates, le parti libéral (FDP), dont la position à l'égard de la Turquie est finalement une sorte de « on verra » délibéré. Le FDP est un petit parti, qui a une longue tradition en matière diplomatique, puisqu'il a fourni plusieurs ministres des affaires étrangères à l'Allemagne, dans le passé. Il tient beaucoup, par conséquent, à la continuité d'une politique étrangère allemande qu'il a contribué à forger, depuis les débuts de la République Fédérale. C'est ce qui explique qu'il ait exigé que l'Allemagne reste fidèle à la perspective d'adhésion qu'elle a ouverte à la Turquie en 1963, lors de la conclusion du traité d'association. Cette perspective ne le conduit pas à se transformer, toutefois, en réel avocat de l'adhésion turque. Plus simplement, pour le FDP et son chef Guido Westerwelle, nouveau ministre des affaires étrangères de la coalition au pouvoir, la question de l'entrée de la Turquie dans l'UE ne se pose pas pour le moment.

Fort d'un succès électoral sans précédent dans son histoire (15 % des voix), le FDP est parvenu à imposer cette position lors des négociations de coalition, empêchant ses partenaires chrétien-démocrates de faire évoluer la position officielle de l'Allemagne à l'égard de la candidature turque vers une hostilité déclarée. Cette victoire libérale, dans ces négociations, peut être considérée d'abord comme la défaite de l'Union chrétien-sociale (CSU), le parti frère bavarois de l'Union chrétien-démocrate (CDU) d'Angela Merkel.

Cette formation est en effet le seul parti au parlement fédéral allemand à s'opposer directement et officiellement à une adhésion de la Turquie. Dans son programme de parti, la CSU affirme notamment sans ambages : « La CSU refuse l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne ». Le parti chrétien-démocrate, avec lequel il est traditionnellement allié, se contente, quant à lui, de dire qu'il « estime qu'un partenariat privilégié plutôt qu'une adhésion est la bonne solution ».

Que la CSU n'ait pas réussi à faire prévaloir sa position n'est pas vraiment surprenant, vu le climat politique qui prévaut actuellement en Allemagne (cf. notre édition du 2 octobre 2009 consacrée à l'électorat turc en Allemagne). En fait, lors de la campagne écoulée, la CSU s'était elle aussi consciemment abstenue de faire de l'adhésion de la Turquie un sujet de campagne. Une circulaire interne du parti avait d'ailleurs demandé aux membres de la CSU de ne pas s'attarder sur la question de l'adhésion de la Turquie. Ainsi, lorsqu'une polémique à propos de la question turque a éclaté pendant la deuxième semaine de négociations du traité de coalition, alors même que la CDU se montrait plutôt hésitante, le chef de la CSU, Horst Seehofer, ne pouvait raisonnablement espérer l'emporter. Avec le FDP aux affaires étrangères, la position de l'Allemagne sur la candidature turque semble donc établie pour les quatre ans à venir, et l'on peut penser que le « on verra » délibéré, qui peut la résumer, est plutôt fidèle aux traditions diplomatiques allemandes.

Johannes Bauer

---

## Sources

sOURCE/ oVIPOT ? LE 28.10.09